



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

gouvernement

Question au Gouvernement n° 2411

Texte de la question

RÉFORMES

M. le président. La parole est à M. Xavier Bertrand, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Xavier Bertrand. Monsieur le Premier ministre, François Hollande avait promis le changement. Le seul qu'il ait réussi à changer, c'est vous !

M. Jean-Yves Caullet. Quel niveau !

M. Xavier Bertrand. Où est le Manuel Valls qui, à cette tribune, promettait des réformes en profondeur ? Où est le Manuel Valls qui s'engageait à supprimer rapidement les conseils généraux ? Où est le Manuel Valls qui, il y a deux mois à peine, expliquait dans *L'Obs* qu'il y avait une erreur de diagnostic initial et qu'il ne voulait plus de cette gauche passéiste encore présente sur certains bancs ?

M. Pascal Popelin. Lamentable !

M. Xavier Bertrand. Où est le Manuel Valls qui se disait courageux et admirateur de Clemenceau ? Où est ce Premier ministre ? Ce n'est pas lui, en tout cas, que nous avons vu dimanche soir. Nous pensions regarder Manuel Valls à la télévision, et c'est François Hollande que nous avons vu ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

M. Laurent Baumel. Pathétique !

M. Xavier Bertrand. Monsieur le Premier ministre, vous avez en charge le gouvernement de la France. Vous mesurez combien la situation est grave. Vous pouvez, vous devez réformer. Mais aujourd'hui, parce que vous êtes entré dans le moule des politiciens, vous avez choisi de rester et de durer, plutôt que de faire et de réformer.

M. Pascal Popelin. Posez votre question !

M. Xavier Bertrand. Vous avez une responsabilité, vous montrer à la hauteur de votre modèle dont vous inscriviez une citation sur votre carte de vœux de ministre de l'intérieur en janvier 2013 : « Il faut d'abord savoir ce que l'on veut, il faut ensuite avoir le courage de le dire, il faut ensuite l'énergie de le faire. » Ce que vous voulez, c'est durer. Vous n'avez même plus le courage de dire. Quant à faire, nous l'avons compris, il ne se passera rien.

Monsieur le Premier ministre, vous avez expliqué dimanche que vous n'étiez pas un déserteur. Alors il faut

réformer maintenant, réformer vraiment. Ou alors, nous aurons compris que c'est le courage qui vous a déserté !
(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP et sur quelques bancs du groupe UDI.)

M. Pascal Popelin. Zéro pointé.

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Monsieur Xavier Bertrand, pardon de parler à la troisième personne mais Manuel Valls est là, et bien là, à la tête du Gouvernement ! Je veux vous répondre avec courtoisie et attention, car le débat doit exister entre le Gouvernement, la majorité et l'opposition.

Je ne reviendrai pas sur le diagnostic et sur la nécessité des réformes : j'ai eu l'occasion d'en parler lors de mon discours de politique générale au mois d'avril. Mais votre question me permet de donner un contenu au mot « réformes ».

M. Guy Geoffroy. Ah, ben on va avancer !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Si nous pouvons nous retrouver sur l'idée qu'il faut avancer et réformer, nous divergeons sur le sens de ces réformes.

M. Guy Geoffroy. Les divergences sont à l'intérieur de la gauche !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Aujourd'hui même, nous présentons un projet de loi qui vise à soutenir la croissance et l'activité. Emmanuel Macron vous en a parlé il y a un instant. Mais alors que nous faisons montre de cette volonté réformatrice pour débloquer la société française, vous vous placez du côté de ceux qui manifestent contre cette réforme, du côté des conservatismes et des blocages. (Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et écologiste.)

M. Jacques Myard. Mais non !

M. Yves Nicolin. Vous voulez parler de Martine Aubry ?

M. Manuel Valls, Premier ministre. Nous sommes tous d'accord pour réduire la dépense publique. Mais là où nous divergeons, c'est que nous considérons qu'il faut le faire en préservant l'État providence, les services publics, ce qui est au cœur du pays et de la République, quand vous, vous présentez un programme qui tourne le dos à l'idée que l'on se fait de l'État, des services publics et de la République.

M. Guy Geoffroy. La République est à tout le monde !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Continuons sur la question de la réforme, nous toucherons ainsi à quelque chose d'essentiel. Je rappelais dimanche, et je l'ai dit dans cet hémicycle, que nous nous trouvons à un moment clé pour le quinquennat et le pays. Soit nous écoutons les nostalgiques et nous privilégions une vision passéiste de la France, soit nous choisissons d'armer notre pays pour qu'il relève les défis futurs, en apportant une réponse qui soit celle de la République, de l'école, de l'avenir. Et vous, vous ne soutenez pas les réformes que nous menons en faveur de l'école, de la jeunesse.

M. Philippe Meunier. Ce n'est pas une réforme !

Plusieurs députés du groupe UMP. Baratin ! Blabla ! Pipeau !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Lorsque vous proposez de remettre en cause le code de la nationalité, ce qui fait le fondement même de la nationalité française, alors non, nous ne sommes pas dans le même camp ! (Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur quelques bancs du groupe écologiste.) Nous n'avons

pas la même vision de la France, nous n'avons pas la même vision de la République !

M. Philippe Meunier. C'est certain !

M. Manuel Valls, *Premier ministre* . C'est là où il y a une différence entre la droite et la gauche : nous ne nous faisons pas la même idée du passé et de l'avenir, nous ne nous faisons pas la même idée de la réforme.
(*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et écologiste.*)

Données clés

Auteur : [M. Xavier Bertrand](#)

Circonscription : Aisne (2^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2411

Rubrique : État

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [11 décembre 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [11 décembre 2014](#)